

Maître d'Ouvrage



DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Communauté de Communes du Canton d'Albens

Centre administratif

B.P. 14

73410 ALBENS

Tél: 04.79.63.06.99 - Fax : 04.79.54.14.93

Nature des Ouvrages

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Révision du schéma directeur d'assainissement

NOTICE EXPLICATIVE ZONAGE

0 – Notice

Annexe – Plan de zonage d'assainissement collectif de la C.C.C.A.

Date

26/11/2013

Chargés d'affaires

YRO

Désignation de la pièce

C73-916EU111-ZON-0b

Maître d'œuvre / Prestataire



Coopérative
A.T.EAU



SOMMAIRE

1. Aspects réglementaires	3
1.1. Présentation de l'étude.....	3
1.2. Cadre juridique.....	4
1.2.1. La Directive Européenne de 1991	4
1.2.2. La Loi sur l'Eau	4
1.2.3. Décret du 3 juin 1994 – Arrêté du 22 juin 2007	5
1.2.4. Gestion de l'assainissement : principales obligations	5
2. Présentation et contexte	6
2.1. Situation géographique	6
2.2. Organisation de la communauté de communes	6
2.3. Population	7
2.4. Activités	8
2.5. Alimentation en eau potable	8
2.5.1. Captages et périmètres de protection	8
2.5.2. Consommation en eau potable	9
3. Mise à jour du Schéma Directeur d'Assainissement	12
3.1. Evolution de l'état de l'assainissement depuis 2008	12
3.2. Scenarii de mise à jour proposés	12
3.2.1. Etat actuel.....	12
3.2.2. Solutions retenues (mise à jour du schéma directeur d'assainissement)	13
3.2.3. Note sur la légende des zonages	18
4. Conclusion	19
5. ANNEXE : Plan de zonage d'assainissement collectif de la C.C.C.A.	20

1. ASPECTS REGLEMENTAIRES

1.1. PRESENTATION DE L'ETUDE

La Communauté de Communes du Canton d'Albens (C.C.C.A.) a décidé d'engager une révision de son schéma directeur d'assainissement afin de faire un diagnostic complet et actualisé de son réseau d'assainissement et répondre aux enjeux réglementaires (LEMA 2009, arrêté du 2 juin 2007). Il s'inscrit également dans le cadre du SDAGE RMC de 2009.

Le territoire de la C.C.C.A. est de plus concerné par le deuxième contrat de Bassin Versant du Lac Bourget pour la période 2011-2017 car la Deysse qui traverse successivement les communes de St Girod, Albens, Mognard et La Biolle est un affluent du Sierroz, émissaire du Lac du Bourget. La C.C.C.A. fait partie de la masse d'eau « Sierroz amont ». Les dossiers d'élaboration du Schéma Directeur sont consultables en mairie d'Albens.

Tableau 1-a : Etudes précédentes sur la C.C.C.A.

Etudes précédentes	Date de réalisation	Maître d'oeuvre
Schéma général d'assainissement	Avril 1997	EDACERE
Schéma général d'assainissement	2001	EDACERE
Diagnostic des réseaux d'eaux usées - Saint Ours	Avril 2002	Saunier Environnement
Diagnostic des réseaux d'eaux usées - Albens	Avril 2002	Saunier Environnement
Gestion des surverses du réseau unitaire de la commune d'Albens	2003-2007	Saunier Environnement
Schéma général d'assainissement	2008	CCCA
Diagnostic du réseau d'assainissement et de la station d'épuration - Rue G ^{al} Mollard jusqu'à l'entrée de la STEP - Albens	Avril 2009	SAFEGE
Etude de reprise du réseau unitaire Rue de la gare à Albens	2010	Hydrétudes

Le but de la présente étude est de réaliser une mise à jour de ces schémas directeurs et des études afin :

- D'homogénéiser l'ensemble des données actuelles et futures,
- De proposer un scénario cohérent de traitement et de gestion des effluents.

Cette étude permet d'aboutir à l'élaboration du zonage d'assainissement qui définit :

- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien,
- Des zones où la collectivité doit maîtriser les écoulements pluviaux ou assurer un traitement des eaux pluviales avant rejet en cas de milieu identifié comme sensible.

1.2. CADRE JURIDIQUE

La réglementation applicable en matière d'épuration des eaux usées repose sur la Directive Européenne n° 91/271/CEE du 21 mai 1991, ainsi que sur la Loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application.

1.2.1. La Directive Européenne de 1991

La Directive Européenne relative au traitement des eaux résiduaires urbaines a fixé, pour l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne, des objectifs concernant la collecte, le traitement et le rejet des eaux urbaines résiduaires. Cette directive a été retranscrite en droit français par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et le décret n° 94-469 du 3 juin 1994.

1.2.2. La Loi sur l'Eau

La Loi sur l'Eau a renforcé les dispositions concernant l'assainissement, dont la responsabilité d'organisation et de contrôle incombe aux communes.

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 complété du Code des Collectivités Territoriales par l'article L 2224.10 prévoit, après enquête publique, que les communes ou leur établissement public de coopération délimitent :

- « les zones relevant de l'assainissement collectif, où les communes sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées » ;
- « les zones relevant de l'assainissement non collectif où les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et si elles le décident, leur entretien » ;

Remarques :

- *L'assainissement non collectif (ou assainissement autonome mentionné par le Code la Santé Publique) est défini comme « tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement ».*
- *A titre d'illustration, un assainissement dit « regroupé » pour un hameau ou un groupe d'habitations pourra relever de l'assainissement collectif si les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique, et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire.*
- « les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement » ;
- « les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu

aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

1.2.3. **Décret du 3 juin 1994 – Arrêté du 22 juin 2007**

Ces textes, relatifs à la collecte et au traitement des eaux usées fixent notamment les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement.

L'article 16 du décret du 3 juin 1994, impose aux communes l'élaboration d'un programme d'assainissement, objet de cette étude.

1.2.4. **Gestion de l'assainissement : principales obligations**

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose :

- Pour l'assainissement collectif (R 2224-11 à R 2224-16) :
 - ☒ Un traitement des effluents pour les communes ou agglomérations représentant moins de 2000 équivalent-habitants avant le 31 décembre 2005 ;
- Pour l'assainissement non collectif (L 2224-9) :
 - ☒ La mise en place du contrôle technique de l'assainissement non collectif, avec la création d'un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) avant le 31 décembre 2005.

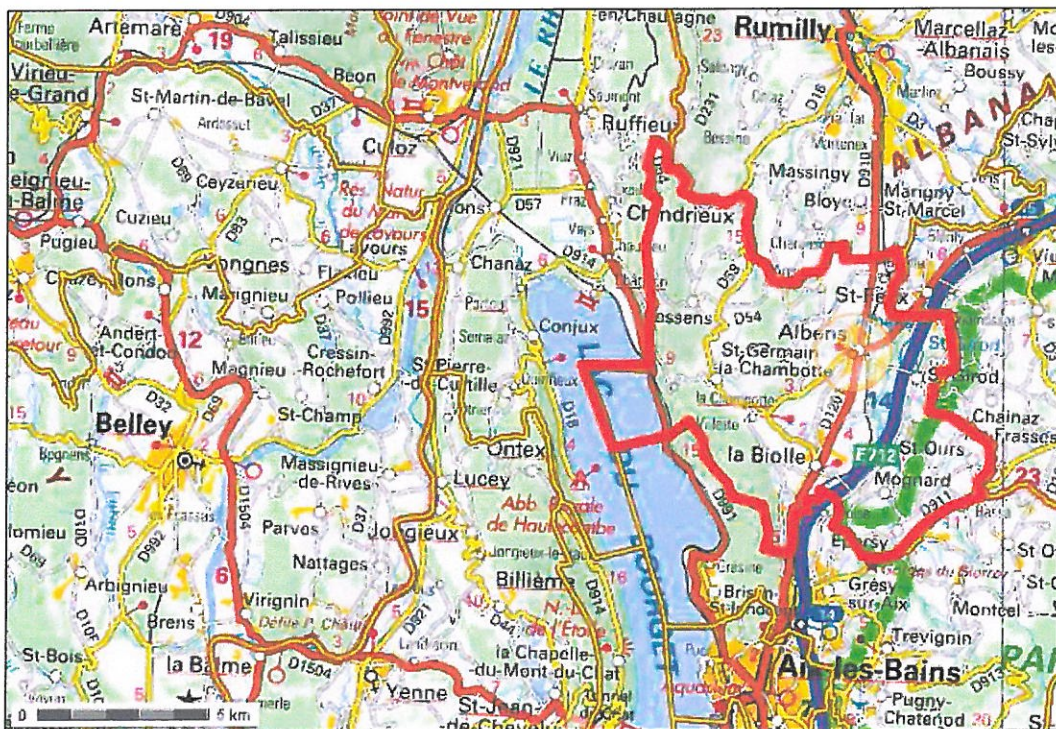
2. PRESENTATION ET CONTEXTE

2.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La Communauté de Communes du Canton d'Albens est située à mi-chemin entre le lac du Bourget et le lac d'Annecy, dans le département de la Savoie.

Un plan de situation est visible ci-après.

Fig. 2-a : Plan de situation de la CCCA (Géoportail)



2.2. ORGANISATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

La zone d'étude comprend l'ensemble du territoire des communes de la C.C.C.A. :

- Albens,
- La Biolle,
- Cessens,
- Epersy,
- Mognard,
- Saint-Germain-la-Chambotte,
- Saint-Girod,
- Saint-Ours.

2.3. POPULATION

Les données démographiques sont issues des recensements INSEE de 1990 et 2008 ainsi que des données obtenues auprès des communes et du bilan 2010 sur l'assainissement.

Tableau 2-a : Evolution de la démographie des communes de la CCA (données INSEE et communes)

Commune	Population 1999	Population 2008		Population 2010		Taux de croissance annuel entre 2008 et 2010
		Permanente	Secondaire	Permanente	Secondaire	
Albens	2651	3146		3211		1.03%
Cessens	331	405	36	405	36	0.00%
Epersy	290	306	2	325	2	3.10%
La Biolle	1761	2166		2220		1.25%
Mognard	300	405	7	404	8	-0.12%
St Germain la Chambotte	284	446		449		0.34%
St Girod	420	562		572		0%
St Ours	372	525	9	526	8	0.10%
Total	6409	7961	54	8112	54	0.95%

L'évolution de la population n'est pas homogène sur le territoire. Certaines communes ont une population qui diminue (Cessens, Saint Ours, Mognard) et d'autres un fort taux de croissance (Epersy avec 3,92 %).

Le territoire de la C.C.C.A. compte 8 013 habitants permanents en 2010 et 54 habitants secondaires. Les habitants secondaires sont à prendre en compte car le dimensionnement des réseaux et des ouvrages d'épuration se fait sur la pointe de débit. Globalement, la part de résidents secondaires est faible.

A partir des données précédentes et du Schéma de Cohérence Territoriale de Métropole Savoie approuvé après concertation approfondie et enquête publique en juin 2005, une simulation du nombre d'habitants à l'horizon 2030 par projection a été réalisée.

Les données démographiques sont primordiales pour la réalisation d'un schéma directeur qui prévoit des mesures d'assainissement pour les quinze à vingt années à venir.

Ainsi le système d'assainissement collectif, s'il est envisagé, doit pouvoir traiter les effluents de la population atteinte en vingt ans.

Le SCOT prévoit sur l'ensemble du territoire un taux d'augmentation de la population de 22 % entre 1999 et 2020. Ce taux est utilisé sur la période 2010 – 2030.

En partant de ces hypothèses, la population totale de la Communauté de Communes du Canton d'Albens sera de 10 163 habitants en 2030.

Tableau 2-b : Evolution de la population

Commune	Population 2010	Hypothèse population 2030	Taux de croissance annuel
Albens	3 211	3 996	1.1%
Cessens	441	549	1.1%
Epersy	327	407	1.1%
La Biolle	2 220	2 763	1.1%
Mognard	412	513	1.1%
St Germain La Chambotte	449	559	1.1%
St Girod	572	712	1.1%
St Ours	534	665	1.1%
Total	8 166	10 163	1.1%

2.4. ACTIVITES

La C.C.C.A. est un établissement public de coopération intercommunale dont les compétences sont les suivantes :

- Assainissement collectif et non collectif (SPANC),
- Activité économique,
- Petite enfance,
- Bibliothèque,
- Gymnase,
- Gestion des transports scolaires AO2, du collège et de l'office du tourisme.

2.5. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

2.5.1. Captages et périmètres de protection

Nous rappelons ci-après la définition des différents périmètres de protection et les contraintes qui y sont associées :

- Périmètre de protection immédiat : Périmètre restrictif qui a pour objet d'empêcher la dégradation des ouvrages ou l'introduction directe de substances polluantes dans l'eau. Ce périmètre est clôturé et inaccessible.
- Périmètre de protection rapproché : Périmètre qui doit protéger efficacement le captage vis-à-vis de la migration souterraine de substance polluante. Sur ce périmètre, toutes les activités, installations et dépôts susceptibles de nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux peuvent être interdits.
- Périmètre de protection éloigné : Périmètre non obligatoire qui renforce le périmètre rapproché mais dans lequel des dispositions de prévention des pollutions doivent être prises.

Ces périmètres sont établis pour éviter toute pollution de l'eau destinée à la consommation. L'assainissement non collectif est à proscrire dans ces périmètres. Il est donc important de prévoir l'assainissement collectif des hameaux se situant dans ces périmètres.

La connaissance de ces périmètres, et l'obligation de les protéger efficacement peut influencer sur la priorité des travaux d'assainissement collectif à réaliser.

Le tableau ci-après récapitule les différentes sources d'eau potable des communes du territoire.

Tableau 2-c : Captages d'eau potable de la CCCA

Commune	Source	Périmètres de protection	DUP
Cessens	du Rigolet en		
Saint Germain la Chambotte	Chautagne		
Mognard	De la gouille aux		
Epersy	moines, SIAE du		
Saint Ours	Sierroz		
	Combes	PP immédiat	
Albens	Languais	Non	Oui
	Les Bois	Non	
Saint Girod	Les Marechet	Oui	
	Le Colombier		
La Biolle	Ballas - des Sauvages		
	Tarency		

2.5.2. Consommation en eau potable

L'étude de la consommation en eau potable permet d'estimer les volumes sanitaires théoriques rejetés au réseau d'assainissement. La comparaison des volumes théoriques et des volumes mesurés permet d'apprécier l'efficacité de la collecte des réseaux.

Le tableau ci-après récapitule les données principales sur la consommation d'eau potable.

Tableau 2-d : Données sur l'eau potable

Commune	Population (2010)	Nombre d'abonnés (2010)	Nombre d'habitants par abonné	Volume annuel facturé en m ³ (2010)	Dotation hydrique (L/hab/j)	Compétence
Albens	3 211	1808	1.78	156 856	134	Commune
Cessens	441	186	2.37	21 427	133	Commune
Epersy	327	153	2.14	14 397	121	SIAE du Sierroz
La Biolle	2 220	872	2.55	103 851	128	Véolia Eau
Mognard	412	167	2.47	15 704	104	SIAE du Sierroz
St Germain La Chambotte	449	171	2.63	40 939	250	Commune
St Girod	572	233	2.45	27 044	130	Commune
St Ours	534	322	1.66	30 280	155	SIAE du Sierroz
Total	8 166	3 912	2.09	410 498	138	

La gestion de l'eau potable n'est pas la même selon les communes. Les communes d'Epersy, Mognard et Saint Ours délèguent la compétence au SIAE du Sierroz, qui gère aussi l'eau potable pour la commune de Saint Offenge Dessus, hors C.C.C.A. La Biolle délègue la compétence à Véolia Eau. Les autres communes possèdent la compétence eau potable.

La dotation hydrique permet d'avoir une idée du volume d'eau à traiter en assainissement. On applique pour cela un coefficient de rejet à l'assainissement de 90 % de l'eau consommée. La dotation hydrique moyenne française est de 150 L/hab/j. Les dotations hydriques calculées comprennent les volumes des gros consommateurs, d'où les valeurs élevées (Saint Germain la Chambotte).

Les gros consommateurs présents sur le territoire sont répertoriés dans le tableau ci-après. La connaissance du volume consommé par ces gros consommateurs est importante afin de déterminer une consommation hydrique moyenne pour les usagers domestiques « courants ».

Tableau 2-e : Gros consommateurs

Commune	Abonné	Volume consommé (m ³)
Albens	GAEC des Tevenons-Quay Pierre	1 090
	Mugnier Roger	1 015
	GAEC des Granges Stabulation	2 430
	Debroux Jean Lous	1 555
	EHPAD Au Fil du Temps	1 242
	GAEC d'Orlye	1 771
	SCEA Florancy Dumarest	5 202
Cessens	Bontron Jean-Paul	2 900
	Germain Franck	994
Saint Ours	GAEC Les Chataigniers	1 082
	Nante Bernard	1 111
	Copropriété Les Oursons	1 036
	Petella Roger	1 389
Saint Germain la Chambotte	Rosset Marcel	1 839
	SOC SICA ALP Porcellets	1 943
	GAEC des Prerians	3 147
	Monard Raymond	1 053
	SARL Le Fromager de la Fruitière	13 500
Saint Girod	AREA	1 910
	PRIMFLORS	834
La Biolle	GAEC Nant des Frasses	1 932
	Philippe Gérard	2 012
	SOMEFLU	16 902
Total		67 889

Le tableau ci-après donne les dotations hydriques par commune en soustrayant le volume des gros consommateurs.

Tableau 2-f : Dotations hydriques, hors gros consommateurs

Commune	Population (2010)	Volume annuel facturé en m ³ (2010)	Volume Gros consommateurs en m ³ (2010)	Volume annuel hors gros conso. en m ³ (2010)	Dotation hydrique (L/hab/j)
Albens	3 211	156 856	14 305	142 551	122
Cessens	441	21 427	3 894	17 533	109
Epersy	327	14 397	0	14 397	121
La Biolle	2 220	103 851	20 846	83 005	102
Mognard	412	15 704	0	15 704	104
St Germain La Chambotte	449	40 939	21 482	19 457	119
St Girod	572	27 044	2 744	24 300	116
St Ours	534	30 280	4 618	25 662	132
Total	8 166	410 498	67 889	342 609	115

Les dotations hydriques vont de 102 L/hab/j à La Biolle à 132 L/hab/j à Saint Ours. Ces valeurs sont inférieures à la valeur habituellement retenue de 150 L/hab/j.

3. MISE A JOUR DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

3.1. EVOLUTION DE L'ETAT DE L'ASSAINISSEMENT DEPUIS 2008

Le Schéma Directeur d'Assainissement de 2008 a donné à la Communauté de Communes du Canton d'Albens des orientations à prendre en termes d'assainissement (réhabilitation et extension de réseau).

Aujourd'hui, la C.C.C.A. souhaite mettre à jour son Schéma Directeur d'Assainissement. En effet, des scénarii d'extension de réseau et de nouvelles filières de traitement ont été proposés afin de répondre au mieux aux contraintes imposées par les Plan Local d'Urbanisme (ou autres documents d'urbanismes en vigueur) sur le territoire des communes membres de la C.C.C.A.

Les parties suivantes présentent l'état actuel de l'assainissement ainsi que les nouvelles solutions retenues.

3.2. SCENARII DE MISE A JOUR PROPOSES

3.2.1. Etat actuel

Le réseau est séparatif sur la majorité des communes, hormis pour Albens qui possède un réseau unitaire dans le centre avec des antennes en séparatif, plus récentes.

En 2009, 1997 abonnés à l'assainissement collectif sont répartis sur les 73,9 km de réseau. Ce réseau est composé de 66,9 km de réseau séparatif, 5,5 km de réseau unitaire et 1,5 km de refoulement.

Le réseau de Cessens a pour exutoire des filtres plantés de roseaux de 200 EH. Saint Germain la Chambotte et La Biolle ont leurs effluents qui sont dirigés vers la STEP de la C.A.L.B. à Aix les Bains. Les effluents d'Albens sont traités à la STEP communale de type boues activées 3000 EH. Un bassin de stockage/restitution est situé en aval du réseau unitaire pour gérer les surcharges hydrauliques par temps de pluie. Epersy et Mognard possèdent chacune des filtres plantés de roseaux respectivement de 250 EH et 300 EH. La ZAE de Mognard dirige ses effluents vers des filtres plantés de roseaux de 210 EH, où il n'y avait pas encore d'abonnés en 2009. Saint Ours traite ses effluents à la STEP du Sierroz gérée par la C.A.L.B. Les effluents de St Girod sont épurés à la STEP de la commune de St Félix gérée par la C.C.P.A.

Le réseau comporte 1 déversoir d'orage sur la commune d'Albens couplé avec le bassin de stockage/restitution.

Les tableaux ci-après reprennent les éléments essentiels des réseaux d'assainissement de la C.C.C.A.

Tableau 3-a : Raccordements au réseau d'assainissement

Commune	Habitants	Abonnés	Taux raccordement	STEP	Compétence STEP
Albens	3 211	1052	58%	BA 3000 EH - Albens	CCCA
Cessens	441	40	22%	FPR 200 EH - Cessens	CCCA
Epersy	327	64	42%	FPR 250 EH - Epersy	CCCA
La Biolle	2 220	759	87%	CALB	CALB
Mognard	412	26	16%	FPR 300 EH - Mognard	CCCA
St Germain La Chambotte	449	49	29%	CALB	CALB
St Girod	572	42	18%	St Félix	CCPA
St Ours	534	169	52%	Sierroz	CALB
Total / Moyenne	8 166	2 201	56%		

Tableau 3-b : Réseau et équipements

Commune	Linéaire (m)			Equipements
	Unitaire	Séparatif	Refoulement	
Albens	5 850	19 558	692	1 DO 1 BSR 2 PR - ZA La chaudanne et rue G ^{al} De Gaulle
Cessens	-	2 200	-	-
Epersy	-	1 920	-	-
La Biolle	-	30 992	408	1 Pr - Tarency
Mognard	-	1 980	-	-
St Germain La Chambotte	-	2 700	-	-
St Girod	-	1 931	-	-
St Ours	-	8 463	437	1 PR - La Forêt
Total / Moyenne	5 850	69 744	1 537	

3.2.2. Solutions retenues (mise à jour du schéma directeur d'assainissement)

La C.C.C.A. a décidé de ne pas réaliser un certain nombre des scénarii proposés car ces derniers demandent un investissement trop important et impacteraient trop fortement le prix de l'eau.

Les solutions retenues pour le réseau existant de la commune d'Albens sont les suivantes :

- Optimisation du fonctionnement du bassin de stockage restitution ;
- Déviation d'une partie du réseau séparatif de la commune d'Albens, afin de bénéficier pleinement de ce mode de collecte et que ce dernier ne soit plus impacté par la partie unitaire du réseau d'Albens.
- Transit des eaux usées d'Albens vers le réseau de La Biolle puis transit vers la C.A.L.B. pour traitement à la STEP d'Aix-les-Bains.

Concernant l'extension de son réseau d'assainissement collectif, la C.C.C.A. a opté pour la réalisation des scénarii présentés dans les figures ci-après.

Le plan global de zonage d'assainissement collectif de la C.C.C.A. est disponible en annexe.

Fig. 3-a : Nouveaux zonages d'assainissement (Albens, Cessens et Epersy)

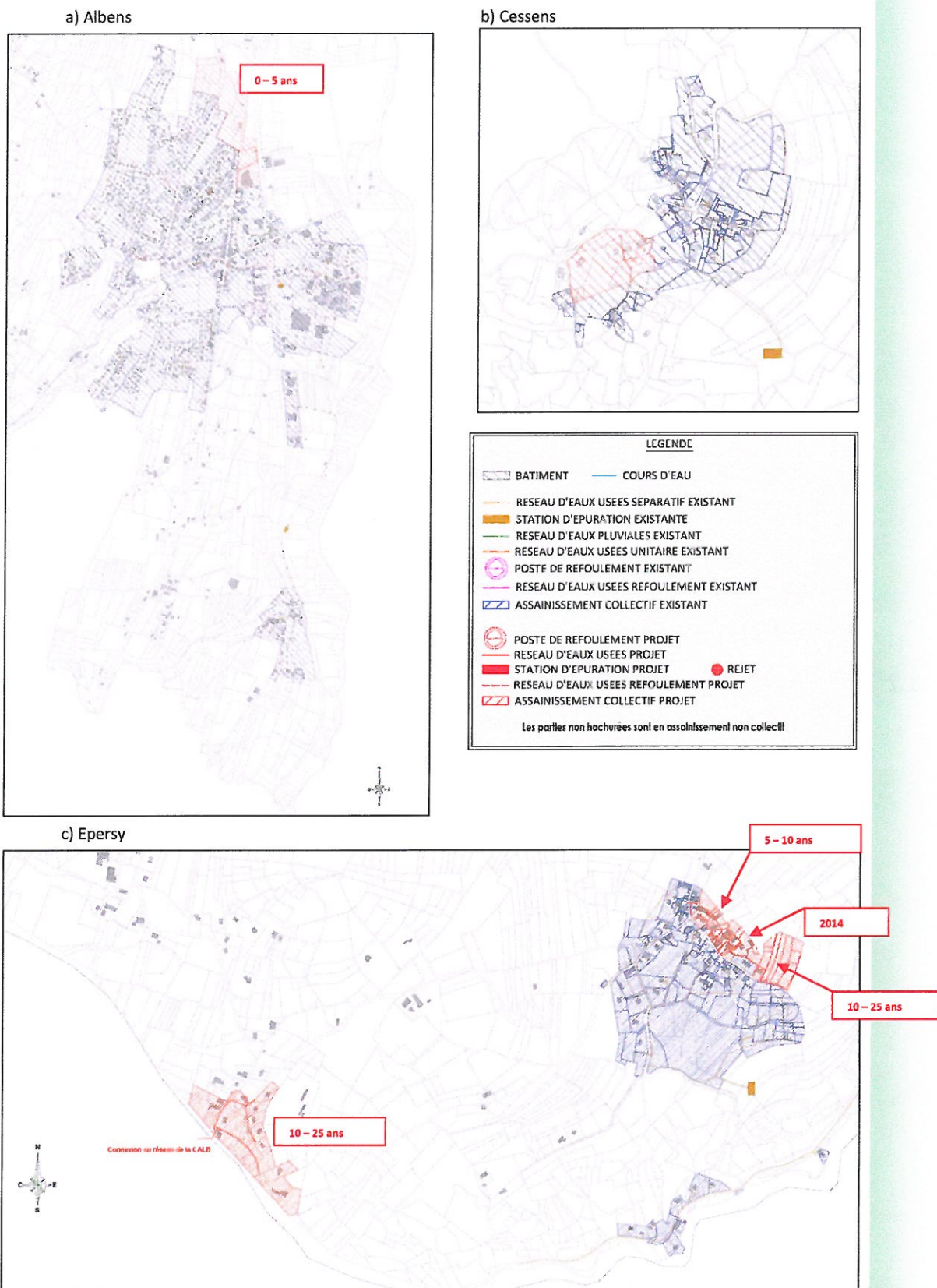
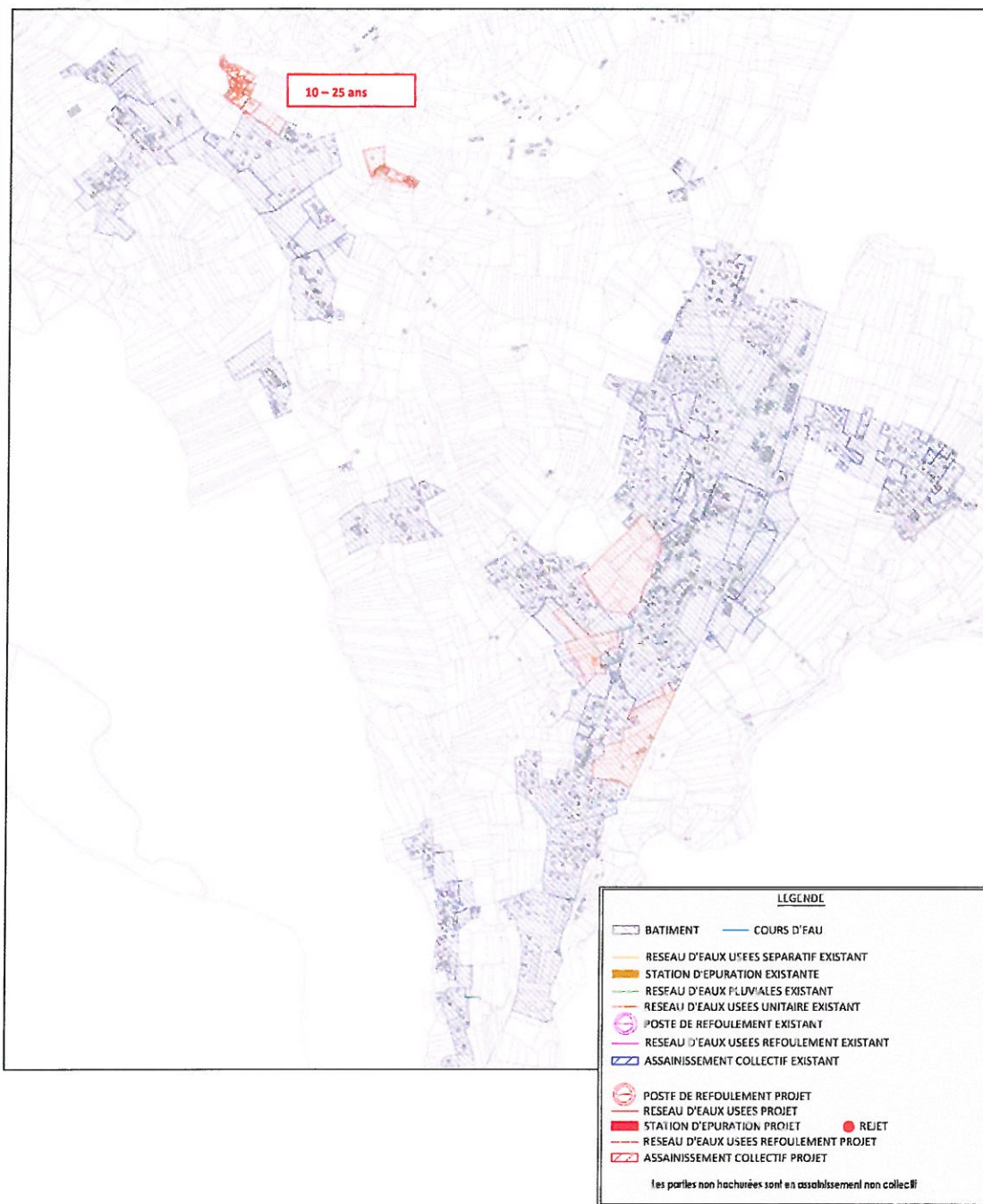


Fig. 3-b : Nouveaux zonages d'assainissement (La Biolle, Mognard)

a) La Biolle



b) Mognard

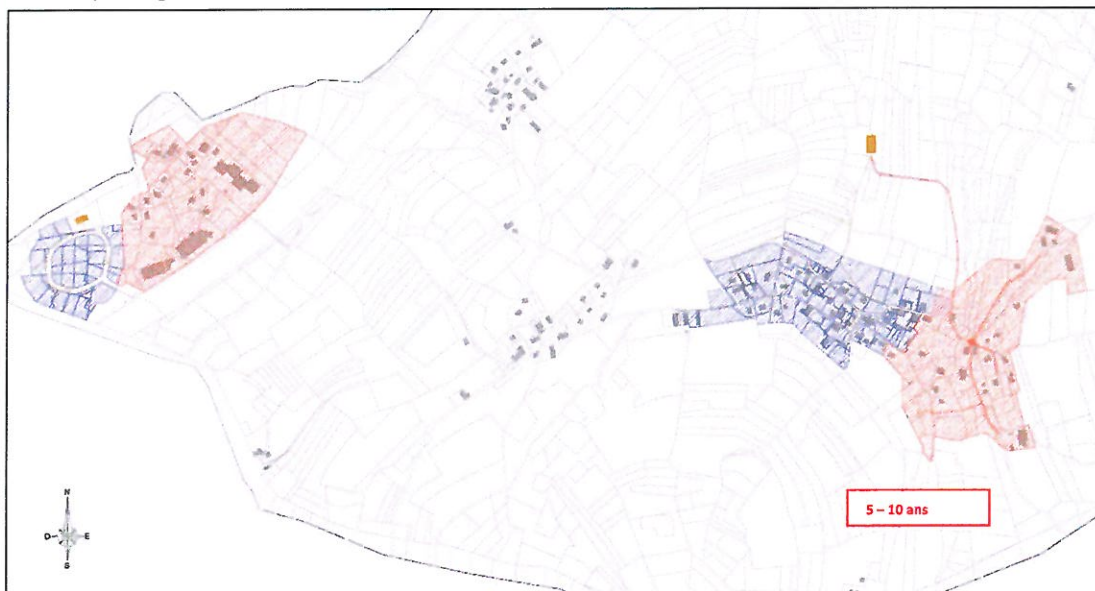
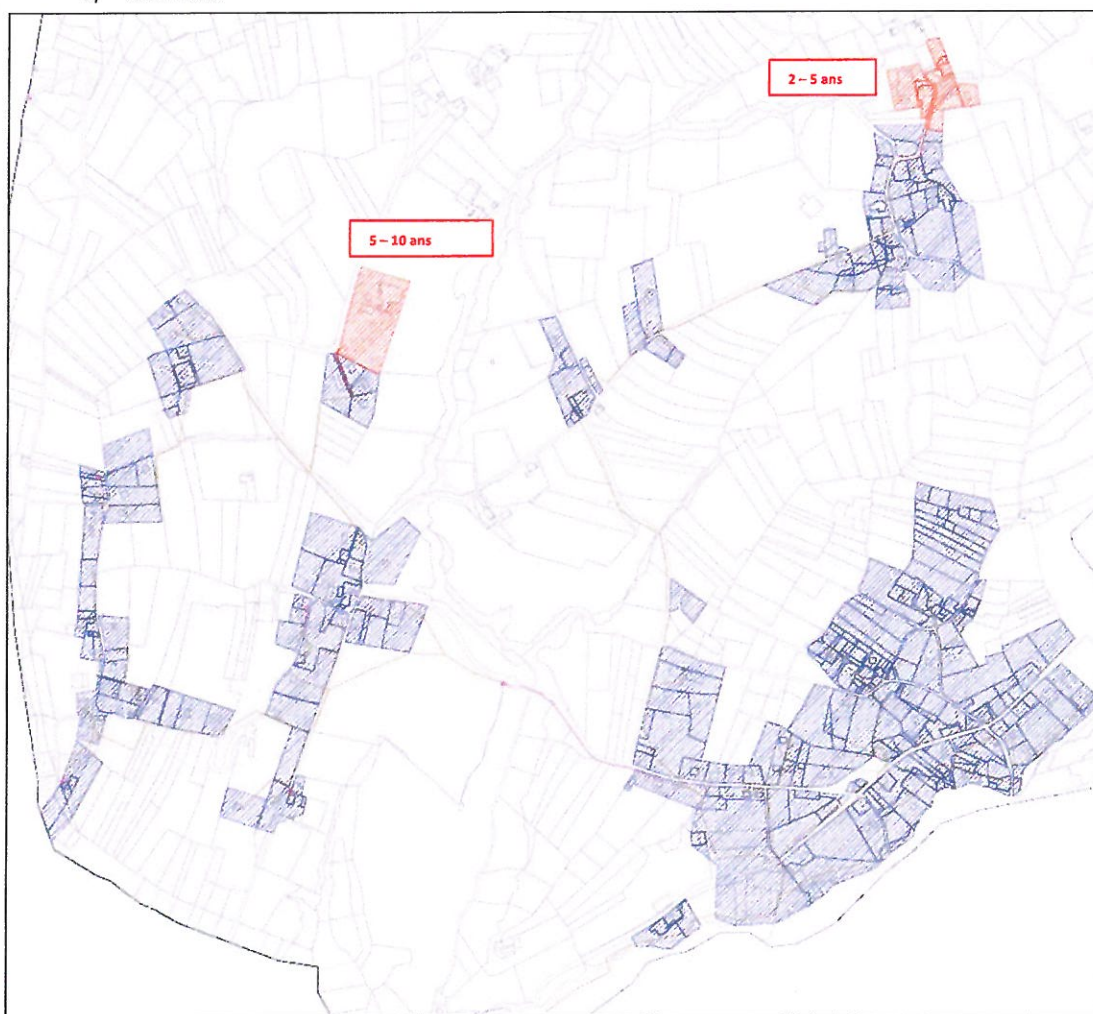
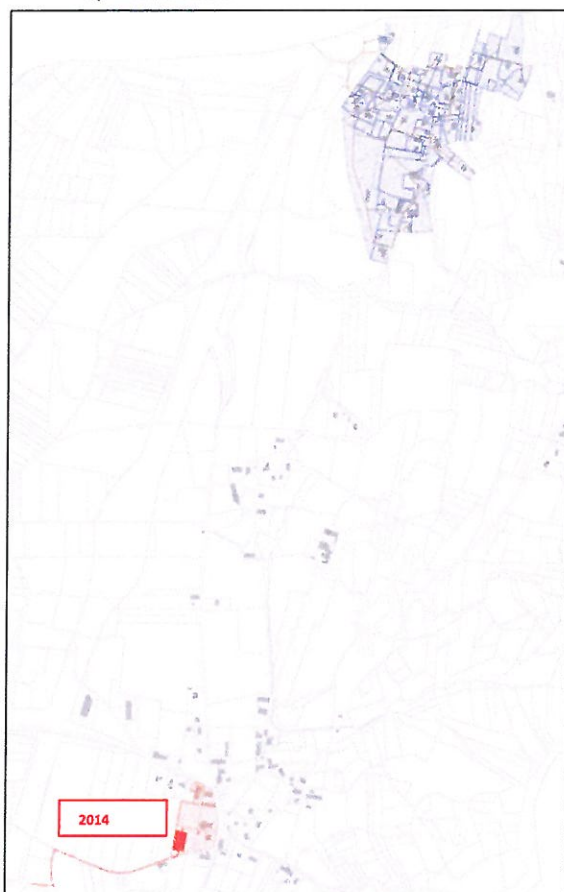


Fig. 3-c : Nouveaux zonages d'assainissement (Saint Ours, Saint Girod et Saint Germain la Chambotte)

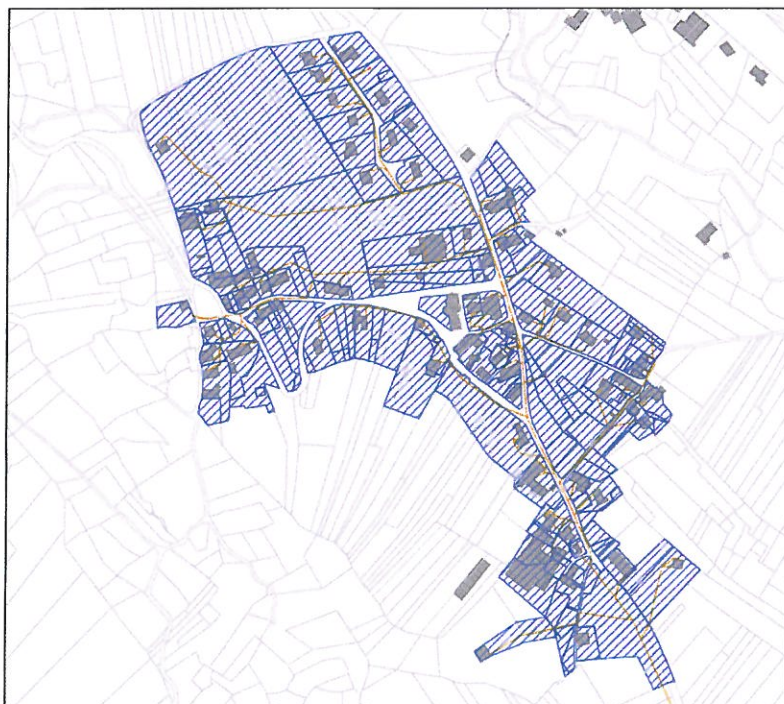
a) Saint Ours



b) Saint Girod



c) Saint Germain la Chambotte



3.2.3.

Note sur la légende des zonages

- Les zones hachurées bleues correspondent aux zones desservies par un réseau d'assainissement. Dans ces zones, le raccordement de toute habitation au réseau est obligatoire selon les règles imposées par le règlement d'assainissement collectif.
- Les zones hachurées rouges correspondent aux zones pour lesquelles il existe un scénario de raccordement au réseau d'assainissement. Lorsque le réseau d'assainissement sera créé, les habitations seront tenues de s'y raccorder. Les indications de réalisation des travaux le sont à titre indicatif et n'engagent en rien la collectivité dans des délais de réalisation. Pour ces zones, les règles de l'assainissement sont celles du règlement d'assainissement non collectif jusqu'à ce que les réseaux soient créés.

4. CONCLUSION

La CCCA a réalisé son schéma directeur d'assainissement en 2008 et a souhaité en faire une mise à jour en réalisant par la même occasion une étude économique afin de pouvoir arrêter un certains nombres de scénarii d'assainissement au sein d'un programme de travaux supportable par la collectivité.

Cette mise à jour du schéma directeur permet de mettre à jour les zonages d'assainissement en intégrant les modifications ou réalisations de cartes communales, POS ou PLU des différentes communes.

Afin de ne pas impacter le prix de l'eau, la C.C.C.A. a décidé de ne pas réaliser un certain nombre des scénarii d'assainissement initialement proposés, l'incidence financière étant trop importante.

Dans le cadre de la présente notice, la C.C.C.A. dispose d'une synthèse de ses réseaux ainsi que d'une carte de zonage d'assainissement collectif actualisée. De plus, dans le cadre de la révision du SDA, les règlements d'assainissement ont également été mis à jour.

Le schéma directeur constitue un outil d'orientation des choix et de planification des travaux d'assainissement sur une période de 10 à 15 ans.

5. ANNEXE : PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA C.C.C.A.